

# En jaune et noir ?

## Une compilation de textes locaux

CAEN. Juin 2019.



Incendie d'un engin de chantier, samedi 5 janvier.

### SOMMAIRE:

- C'est la canaille? Eh bien j'en suis !
- L' "essoufflement" du samedi 5 janvier
- Face à la répression, auto-organisons la solidarité
- RIC, Européennes, on s'en fout on ne vote pas, on lutte !
- Rien n'est fini...
- Pour que ce 1er mai ne soit pas la fête de l'aliénation...
- Notre ennemi est aussi la prison
- Sur l'idéologie de la non-violence

La prise des ronds-points le 17 novembre 2018 est très suivie en Normandie. Comme ailleurs, le mouvement est hétérogène et contient des relents nauséabonds: interclassisme, nationalisme, racisme, sexisme etc. Comme ailleurs, si le mouvement reste hétérogène, il prend une dimension plus sociale et conflictuelle au fur et à mesure qu'il dure et qu'il se radicalise. Les marseillaises se taisent et les drapeaux français se font plus rares. Après une courte phase d'observation et plusieurs passages sur les ronds-points, nous sommes alors plusieurs anarchistes locaux à décider de participer à la lutte, avec la ferme intention de poser nos divergences et de pousser au plus loin l'auto-organisation et l'action directe, tout en essayant de tenir la nécessité de perspectives révolutionnaires.

C'est en décembre et janvier que la lutte atteint son intensité la plus forte. Les cortèges atteignent 2 à 4.000 personnes, des actions visant le gouvernement et le capital se multiplient, une certaine violence est collectivement réappropriée. Si décembre est dédié essentiellement aux blocages de zones commerciales et du périphérique, se mettent en place en janvier les traditionnels cortèges en ville. Le mouvement s'invite alors de façon émeutière dans le centre-ville bourgeois.

Rapidement, des logiques de bureaucratisation et de récupération essaient dans les assemblées et les commissions. La répression est brutale, avec notamment une peine de 39 mois et 12 personnes incarcérées. A partir d'avril, le Préfet interdit le centre-ville aux manifestations de gilets jaunes. Les cortèges sont plus clairsemés, mais la lutte continue. D'un passage à la Maison d'arrêt à un forçage de barrage policier pour pénétrer la zone interdite, de plusieurs destructions lors d'un appel régional à une manif dans un quartier populaire périphérique, la conflictualité continue à se vivre et se partager. Globalement toutefois, la lutte se pacifie et le combat se mène autant à l'intérieur que vers l'extérieur. .

Le mouvement va subir sans arrêt, et particulièrement à la fin, des logiques de récupération : à droite avec Bunel, ancien chargé de sécurité à Vitrolles sous Mégret (MNR), qui ne sera réellement plus le bienvenu que fin mai ; à gauche avec tout un tas de militants et militantes écolos et de gauche ou composant avec elle et eux.

La brochure compile différents textes anarchistes diffusés dans les manifs et sur les ronds-points, un récit de manif, ainsi que des textes de la commission antirépression à laquelle nous sommes quelques-uns et unes à avoir participé.

## C'est la canaille ? Eh bien j'en suis !

*« C'est la canaille ? Eh bien j'en suis »,  
vieille chanson révolutionnaire.*

Depuis un mois, un vent de colère souffle en Métropole, mais aussi en Belgique et à La Réunion. Gilets jaunes, lycéens et lycéennes, et autres révolté-es ont redonné de la force aux exploité-es en bloquant les flux, en fermant les centres commerciaux, en détruisant un peu du monde qui nous broie chaque jour, en affrontant les forces de l'ordre, et en refusant majoritairement les chefs et autres porte-paroles. Pour la première fois depuis très longtemps – trop longtemps – les dirigeants et dirigeantes ont reculé et lâché quelques miettes. Maintenant que nous avons repris confiance en notre force, il nous faut continuer et enfoncer le clou.

Longtemps, nous sommes quelqu'un-e-s à être resté-e-s sur la réserve au début de ce mouvement. Et nous le sommes parfois encore. Si tout mouvement comporte des contradictions, celui-ci en charrie des irréconciliables. Dans des tas d'endroits, on a vu la présence de l'extrême-droite être tolérée, alors qu'en plus d'être raciste, elle s'est toujours alliée au Capital et aux pouvoirs. Sur les barrages nous avons vu également des exploité-es et des patron-ne-s main dans la main comme si nous partagions les mêmes intérêts. Nous avons vu des drapeaux tricolores et entendu chanter la Marseillaise, comme si nous devions défendre la Nation, celle-là même qui exclut, exploite, pille et assassine ici et également à travers le monde. Et ça nous a bien fait chier que des "lascars" se fassent jeter du rond-point d'Ifs le 17 novembre.

En même temps, le refus des porte-paroles et des organisations politiques et syndicales, la détermination et les pratiques de blocage de l'économie, le fait pour une part du mouvement d'assumer des actions illégales, ou encore le refus des conditions de survie et de précarité dans lequel le capitalisme nous maintient, raisonnent avec nos aspirations de longue date. C'est sur ces bases que nous nous associons à ce mouvement, tout en assumant de combattre ses aspects les plus merdiques.

Les discours sur les « casseurs » et « pilleurs » participent d'une fiction policière visant à rompre les solidarités entre les révolté-es. Les « casseurs » sont des gens révoltés, qui ont souvent une certaine expérience de la répression sous toutes ses formes et ont conscience que la lutte est un combat. **La violence quotidienne du capitalisme et de l'Etat est bien plus forte que toutes les violences qui ont eu lieu pendant ce mouvement.** Il y a bien plus de violence dans la marchandise abritée derrière une vitrine, que dans le fait de la briser : de l'exploitation et de la violence nécessaires à sa production, jusqu'au monde qu'il a fallu bâtir et qu'il faut maintenir pour qu'elles continuent d'exister. D'ailleurs, les médias parlent beaucoup des « casseurs », mais rarement de la répression des flics et des juges, qui protègent cet ordre injuste et inégalitaire. Maintenir l'ordre, c'est maintenir le monde tel qu'il est. A Caen comme ailleurs, il y a déjà eu de nombreux blessés, dont un par un tir de flashball au visage. Il y a déjà eu de nombreuses interpellations et des gens qui croupissent en taule. Nous tenterons pour notre part de marquer notre solidarité et nous espérons ne pas être seul-es.

Emeutes et pillages sont des outils de lutte tout à fait légitimes, au même titre que les blocages économiques. Il nous faudra bien assumer la violence nécessaire, comme dans toutes les luttes qui ont fragilisé un tant soit peu l'ordre existant. Et c'est bien en partie parce que le tiroir caisse a été touché que le gouvernement a commencé à lâcher quelques miettes. On ne fait pas tomber un système de plusieurs siècles à coups de référendums ou de manif... Un référendum ne pèse de toute façon pas lourd face à un pavé !

Le racisme et les nations servent à diviser les pauvres pour qu'ils et elles se fassent la guerre entre elles et eux, au profit des fractions dirigeantes. Il en a toujours été ainsi. Ce n'est pas en achetant français qu'on stoppe l'exploitation. Comme si le patron qui n'exporte pas ne profitait pas, lui aussi, du travail des autres. Le nationalisme, c'est ce qui veut faire croire qu'il y aurait des intérêts communs à tout le monde, pauvres et précaires comme riches et dirigeant-es. La société n'est pas homogène. **Nous avons plus en commun avec n'importe**

**quel-le révolté-e ici ou à l'autre bout de la planète, quelle que soit sa couleur de peau, qu'avec n'importe quel-le patron-ne ou gouvernant-e.**

Les soudanais exilés qui essaient de rejoindre l'Angleterre ont par exemple fui leur pays, pour la plupart, après s'être révoltés comme nous le faisons nous-mêmes aujourd'hui ici. Fuyant une dictature, ils sont comme nous – et bien davantage que nous – des exploités, devenus superflus pour le système économique mondial. Ce ne sont pas des ennemis. C'est tout l'inverse.

Il existe d'autres stratégies de division et d'illusions à se défaire pour monter d'un cran dans la lutte. C'est le cas non seulement des discours patriotards et des dissociations avec les révolté-es les plus déterminé-es, mais aussi de certains propos autour des profiteurs et profiteuses du chômage et des minimas sociaux. On ne profite pas de grand-chose avec 400 balles de RSA. Il n'y a de toute façon pas de travail pour tout le monde, à un moment où même les cadres se font remplacer par des robots. Et qui se satisfait de sa condition de travailleur ou travailleuse, brisé par les nouvelles formes de management, dépouillé de sa vie et de ses réels désirs, condamné à bosser pour se payer une voiture qu'il faut bien avoir pour aller bosser, et ainsi de suite. **Il nous faut nous libérer des chaînes du travail.**

De la même manière, il n'y a pas de solutions politiques à la colère sociale. La 6<sup>ème</sup> République, les référendums citoyens, le Parti des gilets jaunes, etc., sont des illusions pour maintenir à terme le même ordre social. La rentrée opportuniste des directions syndicales n'est d'ailleurs pas une bonne nouvelle. Les mêmes qui nous ont balladé-es de manifs en manifs depuis des années sont d'ores et déjà en train de négocier à notre place. Ce que ces bureaucrates visent, c'est pour eux le maintien de leur propre pouvoir, et pour nous le maintien de la galère. La solution est dans la rue, par l'auto-organisation au sein de groupes affinitaires ou dans des assemblées regroupant les gens en lutte dans nos boîtes, nos bahuts, nos quartiers et nos villages. Elire des députés « citoyens », c'est mettre en place une nouvelle caste politique qui ne tardera pas à devenir aussi corrompue que la précédente. **Le pouvoir corrompt.** C'est pourquoi ce qui doit être visé est une société sans dirigeants ni dirigés.

*Nous proposons un moment de rencontre et d'auto-organisation à partir de ces constats au local Apache, 35 boulevard Poincaré à Caen, jeudi 20 décembre à 18h.*

*localapache@riseup.net ; localapachecaen.wordpress.com*

*Des canailles du mouvement.*



Assemblée au squat du Marais le 22 décembre, squat qui héberge 200 sans-papiers.

## L' « essoufflement » du samedi 5 janvier

### Belle émeute à Caen ce samedi.

Le matin, plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées en ville pour défiler. 2h et demi de ballade, qui ressemblait aux ballades syndicales. Arrivé à la pref, un leader autoproclamé des gilets jaunes fait un discours, non sans que plusieurs participants et participantes rappellent bruyamment qui il est. En l'occurrence, un type en charge de la sécurité à Vitrolles à l'époque de Bruno Mégret (MNR). Ca a au moins permis que des tas de gens l'apprennent et de tisser des complicités.

Juste après, une première volée de pierres rebondit sur les casques et boucliers des gardes mobiles, qui répondent par des gaz lacrymogènes. Une deuxième volée est envoyée, avant que 2 cortèges partent dans le centre-ville. Les 2 cortèges finissent par se rejoindre aux abords du chantier du tram. Dès lors, c'est parti pour une après-midi et une soirée d'émeute comme on en n'avait pas vu à Caen depuis les années 70. Plusieurs centaines de personnes s'activent à détruire ce chantier qui traverse toute la ville avenue du 6 juin. Des colonnes de fumée apparaissent un peu partout. Les barricades ne servent pas seulement à se protéger des flics, mais aussi à se rapprocher pour rendre plus efficace le caillassage. **Banques, assurances et horodateurs sont attaqués. Et quand l'horodateur ne tombe pas, il prend feu. Deux engins de chantier seront aussi brûlés dans la soirée.** L'émeute se poursuit tard dans la soirée, se transformant en manif sauvage arrivé à la fac (entre l'avenue du 6 juin et la fac, c'est près de 2 km de chantier du tram qui ont été dévastés). En plus de la brigade d'intervention et de l'escadron de gendarmes mobiles sur place, une compagnie de crs est arrivée en renfort. C'est toujours ça que d'autres n'auront pas sur leur dos. Au moins 2 interpell'.

*La rumeur court que ce ne serait qu'un début...*

### Dans le même temps, des émeutes et affrontements un peu partout dans le pays.

21 villes ont connu des affrontements lors de cet acte VIII, de Paris à Toulouse, en passant par des villes comme Beauvais et Epinal, ou encore Rouen, Le Mans, Saint-Etienne etc.

### Plus de 300.000 euros de dégâts sur le chantier du tram.

Fin janvier, la Mairie annonce au moins 300.000 euros de dégâts sur le chantier du tramway, et 3 semaines de retard. En fait, les travaux vont s'accélérer et finir par prendre de l'avance, sans doute pour éviter que du matériel traîne trop longtemps dans la ville. A ces 300.000 euros, il faut ajouter toutes les dégradations et destructions en dehors du chantier, que ce soit sur les commerces et banques (supermarchés, distributeurs automatiques de billets, vitrines, horodateurs, caméras de vidéosurveillance, transformateurs électriques, agences interim...), ainsi qu'une grande dalle en béton place Saint-Pierre pour le tramway à refaire suite aux feux de joie.

A noter que la ville comme le transporteur public Twisto ont accéléré l'implantation des caméras de vidéosurveillance pendant le mouvement. A certains arrêts de tramway en cours de construction, ce n'est pas moins de 3 voire 4 caméras qui couvrent la rue. La ville a largement augmenté sa surveillance, plaçant des caméras dans des lieux stratégiques (lieux de rassemblement des gilets jaunes, lieux émaillés par des affrontements...) et des quartiers populaires. Concrètement, énormément de procès ont été basés uniquement sur de la prise d'images, les actions de sabotage sont rendues plus difficiles (mais pas impossibles), et même les simples collages d'affiches nécessitent concentration et intelligence pratique.



L'ambiance enflammée du 5 janvier.

## Face à la répression, auto-organisons la solidarité !

Depuis deux mois que la lutte a commencé, sa détermination fait face à une forte répression. Les blessés, mutilés, interpellés et incarcérés ne se comptent plus. Le cap des 6500 interpellations et des 2000 blessés par les forces de l'ordre semblent avoir été franchis au niveau national. Les raffinements de l'organisation de la répression ont été jusqu'à utiliser un dispositif prévu en cas d'attentats : pour ficher les blessés des manifs parisiennes du 8 et 15 décembre, le dispositif SIVIC a été enclenché dans plusieurs hôpitaux parisiens, mettant à disposition des ministères de l'Intérieur et de la Justice l'identité des blessés...

A Caen aussi l'usage des tonfas, gaz lacrymogènes, flashballs et grenades de désencerclement font leurs ravages. Nous savons qu'il y a eu au moins 123 interpellations, parfois longtemps après et loin des affrontements. Il faut ajouter les innombrables convocations qui, pour certaines, ont fini en garde à vue, avant un procès à venir. Les dernières convocations concernent les actions avant janvier. D'autres devraient donc arriver prochainement. Nous avons connaissance de 10 procès passés ou à venir. Il y en a probablement beaucoup plus. D'ores et déjà, 9 personnes croupissent en prison, soit après avoir pris de la prison ferme, soit en attente de leur procès. Dernièrement, 4 personnes ont été placées en détention provisoire jusqu'à leur procès le 1<sup>er</sup> février, suite à l'action à Carpiquet et Cora le samedi 29 décembre.



Affrontements à Cora le samedi 29 décembre.

Plus que jamais, nous devons nous organiser collectivement face à la répression policière et judiciaire. La commission antirépression, constituée de personnes participantes à la lutte et lors de l'assemblée générale des gilets jaunes, vise à centraliser le maximum d'infos sur la répression locale, à organiser la solidarité collective pour tous et toutes les interpellés, à éventuellement conseiller et mettre en contact avec des avocats et avocates. Une caisse de solidarité tourne dans les manifs, dans les assemblées, partout où c'est possible. Nous allons avoir besoin de milliers d'euros pour limiter la casse et soutenir les personnes qui font face aux frais de justice, aux amendes, à la prison.

N'hésitez pas à contacter la commission antirépression, pour témoignage d'une interpellation, pour conseil ou autres.

Téléphone : 0617094935 / 0623713950

Contact mail : caenantirep@riseup.net



L'un des nombreux blocages du périph.

# RIC, Européennes, on s'en fout on veut pas voter du tout !

*« Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles, à moins que le peuple ne veuille constituer ses fondés de pouvoir en permanence d'insurrection contre lui-même, ce qu'il absurde de croire. »*

Jean-François Varlet, enragé, 1794.



**L**E VENT DE COLERE QUI SOUFFLE depuis plus d'un mois a commencé à faire reculer le gouvernement. Gilets jaunes, exploité-e-s, mal logé-e-s à Marseille, lycéens et lycéennes, et autres révolté-es, nous avons repris confiance en nos possibilités en bloquant ou ralentissant des flux économiques, en fermant des centres commerciaux, en détruisant des vitrines d'un monde qui nous broie sans cesse, en affrontant les forces de l'ordre venues nous déloger, et en refusant majoritairement les chefs et autres porte-paroles.

*Pour la première fois depuis très longtemps – trop longtemps – les dirigeants et dirigeantes ont reculé et lâché quelques miettes. Et c'est bien parce que, d'une part nous avons réussi collectivement à imposer un rapport de force au pouvoir politique et économique, et que d'autre part, ils ont eu peur d'un mouvement sans représentant-e-s et sans négociation, que ceux-ci ont consentis ces quelques petites concessions. Concessions qu'ils et elles s'empressent sans surprise de rogner ...*

*Cependant, sur les ronds points, dans les média et sur les réseaux sociaux fleurissent depuis quelques semaines des appels à des débouchés électoraux à nos luttes. Il faudrait que le Peuple recouvre sa souveraineté. Il n'est plus question d'augmentation des salaires, des minimas sociaux, de lutter contre ceux et celles qui nous exploitent, mais de changer les règles du jeu politique ou de l'investir.*

*Nous pensons que s'aventurer sur ce terrain est un piège.*

## Les européennes, le terrain des politicien-ne-s.

Depuis quelques semaines, quelques gilets jaunes qui ne représentent qu'eux et elles-mêmes ont décidé de lancer une liste aux européennes. D'autres, toujours aussi peu légitimes, les avaient précédé dans les couloirs des ministères. Avec la même double illusion qui consiste à croire qu'on peut négocier avec le pouvoir et qu'on peut changer ce monde en jouant ses règles du jeu. **Pourtant, penser que changer de personnel politique, permettra de résoudre la situation que nous vivons est une erreur.** Emmanuel Macron et La république en Marche ont d'ailleurs joué cette carte pendant la campagne présidentielle. Si ils/elles viennent de la société civile, ils/elles défendent pourtant le patronat. Mais seraient-ils/elles issues du prolétariat qu'ils/elles n'en défendraient pas forcément ses intérêts. Combien avons nous vu de Pierre Bérégovoy ou de Bernard Tapie, voir de leaders syndicaux ou révolutionnaires tra-

hir leur classe sociale ou leurs compagnon-ne-s de lutte ? Comme le clame depuis plus d'un siècle l'anarchisme, la politique est un piège et le pouvoir corrompt. Et il faut nous méfier comme de la peste de ceux ou celles qui entendent représenter un Peuple, une classe, un genre, une prétendue race...

Le mouvement des Gilets Jaunes s'est construit contre la classe politique, contre tous les représentant-e-s. C'est ce qui a évité ou rendu marginales et toute prise de pouvoir et toute trahison . C'est, ce qui malgré certaines réticences, nous a séduit en lui.

**De toute façon, la présentation d'une liste électorale nécessiterait la construction d'un programme commun qui ne manquerait pas de créer des scissions.** La plupart d'entre nous ne se reconnaît déjà pas dans les 42 doléances recensées sur les réseaux sociaux. Pour notre part, nous ne nous reconnaissons pas par exemple dans les doléances qui visent les migrant-e-s, à travers certes un accueil des demandeur-se-s d'asile, mais également le renforcement du tri drastique déjà en place aux frontières de l'Europe. Nous avons davantage de commun avec bien des migrant-e-s qui fuient la misère, des dictatures, des catastrophes écologiques ou des guerres qu'avec nombre de nos « compatriotes ». Cette tactique ne nous divisera d'ailleurs pas que sur l'éventuel programme à adopter, mais également sur la stratégie à employer entre militant-e-s déjà encarté-e-s, anti-électorales, et Gilets Jaunes électoralistes.

**Tout cela risque surtout d'entretenir l'illusion que nous pourrions faire l'économie de nous retrouver dans la rue ou sur les ronds points.** Ce serait alors signer l'arrêt de mort du mouvement. Puisque ce n'est pas par peur d'une quelconque menace électorale que le pouvoir cède quelques miettes, mais bel et bien parce qu'il peine à maintenir l'ordre. Depuis la relative décrue du mouvement et qu'il a enfin réussi à trouver des interlocuteurs et des interlocutrices, il récupère d'ailleurs de sa morgue.

**L'élection est une sacrée opportunité pour le pouvoir.** En 1968, c'est ainsi que le pouvoir gaulliste, aidé en coulisse par la CGT stalinienne et la gauche politique, reprend la main face aux 10 millions de grévistes qui bloquent le pays. La majorité silencieuse a fait taire par peur du chaos ceux et celles qui battaient la rue, occupaient les usines, les facs, les théâtres, s'affrontaient avec les flics.

Et comme une catastrophe n'arrive jamais seule, la présentation de cette liste aux européennes nous obligerait en plus à supporter Francis Lalane.

Enfin, il faut se méfier encore davantage des quelques Gilets Jaunes qui appellent à la destitution du pouvoir, la guerre civile ou à un coup de force de l'armée. Derrière ces revendications putschistes se cache l'extrême droite et ses vieilles lunes. Son Parti de l'ordre maintient un monde qui protège ses intérêts. Christophe Chalencçon, porte-paroles des Gilets jaunes du Vaucluse, est de ceux-là. Escroc notoire, il exploite des forgerons tunisiens payés des miettes pour revendre leur production dans le sud-est. Depuis des années il éructe sa haine des musulmans et des musulmanes sur les réseaux sociaux. Guère étonnant dans ce contexte de voir qu'une partie des Gilets Jaunes du Vaucluse défende la fin des aides pour les plus démunis. Ceux-là ne visent qu'un Pouvoir et un Etat fort, d'où la proposition du Général de Villiers comme premier ministre, le recours au référendum sous contrôle ne servant qu'à justifier le nouveau pouvoir.

## **Le RIC aussi.**

La proposition d'instaurer un *Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)* a le mérite inverse de se présenter comme une rupture libertaire avec la démocratie représentative. Nous étions de ceux et celles qui avaient défendu la *grève des électeurs et des électrices* et gueulé « *Ni Le Pen, ni Macron* » en 2017. C'est dire notre désir de nous défaire d'une classe politique soumise aux intérêts économiques des plus riches. L'électeur ne fait que choisir son Maître. **Mais l'instauration du RIC n'est qu'une fausse alternative à l'élection et à la délégation, une illusion de démocratie directe.**

**Tout d'abord, parce que le RIC, s'il est mis en place, sera supervisé par des constitutionnalistes et des**

**juristes qui ont des intérêts communs avec les mêmes politiciens et politiciennes que le RIC cherche à contourner.** Que ce sont ces juristes, en toute complicité avec le pouvoir politico-économique qui formuleront les questions, imprimeront le rythme de la campagne, détermineront les modalités de ce référendum et la validité des questions posées. Ses principaux promoteurs dans la classe politique, de Lepen à Mélenchon ne s'y trompent pas. Eux et elles visent la prise de pouvoir et la modification à la marge et à leur profit d'un système dont ils et elles tirent déjà largement bénéfice.

**De toute façon le recours au référendum poserait un autre problème de taille, celui de l'inégalité des campagnes.** En effet, non seulement l'Etat, mais également les Partis les plus riches ou les plus proches des intérêts financiers des plus riches, bénéficieraient de moyens colossaux pour faire campagne sur les médias traditionnels, mais également sur les réseaux sociaux. Et l'on ne parle même pas des exclus du vote : ceux et celles qui étranger-e-s, parfois exploité-e-s comme main d'œuvre depuis des plombs, n'ont pas de carte d'électeurs ; ou ceux et celles, dont des compagnon-ne-s de lutte embastillés ces dernières semaines, majoritairement galériens et galériennes, qui ont fait des séjours en prison et qui n'ont plus de droit civique ; enfin ceux et celles qui, comme nous, refusent de se soumettre aux impératifs électoraux.

**S'aventurer sur le terrain électoral, même par voix référendaire, c'est s'aventurer en terre hostile.** Depuis plus d'un mois, sur les ronds points, dans les blocages, dans les actions, dans les assemblées, ce que nous expérimentons de nouveau, c'est la reprise en main de nos luttes, directement, sans intermédiaires. Ce que nous vivons se partage, se discute, s'engueule et se heurte parfois, mais se vit et s'éprouve réellement et collectivement. Le recours au référendum c'est le retour à l'isolement de l'isoloir. C'est parce que nous étions isolé-e-s, qu'Etat et patronat pouvait nous attaquer comme chômeur-se-s, immigré-e-s, travailleur-se-s, étudiant-e-s, antinucléaires, femmes, etc. L'isolement est le plus subtile outil de domination et de répression du pouvoir.

La Suisse a depuis des lustres recours à ce type de référendum. Et là bas aucun de ces derniers n'est venu bousculer la manière dont la bourgeoisie suisse exploite sa main d'œuvre. Les seuls référendum qui aboutissent, sont ceux qui traitent de questions secondaires ou qui ont des visées identitaires. L'extrême droite, à travers son Parti l'UDC, longtemps dirigé par le milliardaire Christophe Blocher, a ainsi pu mener campagne contre des minarets, par ailleurs inexistantes, en toute quiétude. A contrario en Italie, les syndicalistes de la CGIL, qui avaient voulu lancer un référendum contre le projet anti-social Job Act du technocrate Mattéo Renzi, ont été débouté. Le référendum a été jugé inconstitutionnel. L'Etat comme le capital, et c'est normal, savent défendre leurs intérêts. En France, l'expérience du référendum de 2005 sur la constitution européenne a fini de démontrer comment l'Etat et le capital, et les technocrates qui les animent, conçoivent la question référendaire. Si le résultat est positif, il légitime des prises de décision déjà établies ou peu menaçantes, et s'il est négatif, on en tient pas compte.

## **Le peuple, la Nation, le miroir aux illusions.**

S'il est heureux de renouer avec une critique de la manière dont les riches tirent leur richesse de notre propre travail et dont l'Etat les soutient, il nous semble beaucoup plus hasardeux de se référer au Peuple et la Nation pour s'opposer à cette spoliation. **Il y a là l'illusion que le peuple, les citoyens ont des intérêts communs, l'intérêt général, et que l'État est là pour les garantir.** Nous sommes de ceux et celles qui pensent au contraire que nous n'avons pas les mêmes intérêts que nombre de français et de françaises. Nous ne sommes ni solidaires avec, ni égaux à ceux et celles qui nous exploitent. Et ça ne concerne pas seulement les plus grosses fortunes qui concentrent toujours plus d'argent. Nous n'avons pas les mêmes intérêts que des patron-ne-s, des gros-se-s agriculteurs participant au mouvement. La figure du citoyen efface toute distinction de classe et tout rapport de domination. Nous ne partageons pas l'idée d'opposer le Peuple comme un tout homogène à une oligarchie réduite qui semble unir une bonne part de ce mouvement. Nous n'adhérons définitivement pas à la fiction républicaine de l'unité du Peuple.



L'idée de représenter le Peuple et non d'être une fraction de celui-ci, issue des classes exploitées, des laissés pour compte, n'est pas seulement idéologiquement néfaste, elle néglige surtout que le capitalisme comme L'Etat produisent des rapports de domination mais également des rapports sociaux diffus qui assujettissent chacune de nos relations, de nos gestes, de nos rapports à la nature. Tout y est transformé en marchandise, en rapport administré. Ce sont ces rapports qu'il s'agit d'anéantir.

**Quant à l'État ce n'est pas une succession de gouvernements corrompus, qui le fait tenir ce cap. Il n'a historiquement toujours été que l'expression d'un rapport de force en faveur des classes dominantes.** Ses concessions n'adviennent que sous les coups de boutoir des révolté-e-s. Ou parce que le capital a conjoncturellement intérêt à développer un Etat social et des infrastructures techniques et scientifiques à même de soutenir son propre développement. Les hauts fonctionnaires d'Etat et les principaux dirigeants d'entreprise ont fréquenté les mêmes écoles, passent d'un secteur à l'autre en permanence, partagent les mêmes intérêts. C'est la définition même de l'Etat moderne. L'Etat est une mafia qui a réussi. La police, même si elle partage parfois nos conditions salariales, est là pour imposer à coup de matraque cet ordre des choses. Ce n'est donc pas étonnant de voir les flics protéger ce monde : **maintenir l'ordre c'est maintenir un monde.** Et les primes qui leur sont lâchées par le gouvernement viennent récompenser leur loyauté au pouvoir. La justice d'abattage qui accompagne chaque mouvement subversif n'est qu'un prolongement de cet ordre des choses. Les matons et matonnes qui au bout de la chaîne administrent la peine au quotidien sont eux aussi régulièrement rétribués en conséquence.

**Aujourd'hui au sein du mouvement des Gilets Jaunes semblent s'opposer deux conceptions de la lutte. Celle qui vise à restaurer la souveraineté d'un peuple unit, et celle qui vise à faire cracher les riches.** La souveraineté politique s'oppose à la question sociale. La Nation et le peuple sont agités, *La Marseillaise* chantée comme l'expression d'un retour aux idéaux de 1789 pour certain-e-s, comme chant nationaliste pour d'autres. La Nation ferait rempart au libéralisme déchaîné. On voit émerger un discours contre les institutions européennes qui mèneraient cette danse. Pourtant, que ce soit Macron ou Juncker, ils défendent les mêmes intérêts. Les cures d'austérité qu'imposent les institutions européennes à l'ensemble des pays européens seraient menées sans elles à l'identique à l'échelle nationale si elles soutenaient les intérêts des bourgeoisies locales. Dans certains blocages comme à Rungis on s'attaque même prioritairement aux transporteurs étrangers, en oubliant au passage que certains transportent de la marchandise française. Ce qui s'efface alors c'est le caractère nocif de l'exploitation en elle-même, d'où qu'elle vienne, quelque soit celui ou celle qui la produit. Il s'agit alors de préserver les bourgeoisies nationales et le patronat français, et la prétendue compétitivité de l'industrie française. C'est ce que défendent un certain nombre de Gilets jaunes comme Maxime Nicolle. La lettre ouverte à Emmanuel Macron du 03 janvier signée *La France en colère* publiée sur son Facebook va dans ce sens : « *Comprenez-vous que vous appelez à une véritable lutte des classes néfaste à l'unité de la France ?* ». La seule revendication sociale portée par *La France en colère* est la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité, et ce au moment même où Macron s'attaque aux chômeur-se-s.

Tout ceci ne peut que faire bonne réception aux discours chauvins d'un Mélenchon, d'un Dupont-Aignan ou d'une Lepen. **Pourtant, derrière la Nation se cachent l'Etat et le capital.**

**Ce qu'oublie un mouvement qui ne s'en remettrait qu'à un changement des institutions à travers le RIC ou un changement de personnel politique, c'est qu'il ne remettrait en rien en cause l'emprise de l'économie sur nos vies.** La révolution de 1789 qui fonde la Nation et le peuple moderne en est le plus parfait exemple. Les jacobins viennent clore une révolution qui malgré bien d'autres aspirations ne sera que politique. A l'usurpation du pouvoir de droit divin de l'aristocratie succède la confiscation du pouvoir Politique au profit de la bourgeoisie. Mais les affamé-e-s et les asservi-e-s restent les mêmes. Et c'est au nom de cette même Nation et des intérêts des grands industriels que la France a organisé hier les pillages coloniaux et aujourd'hui aide au maintien de dictatures ou mène des guerres « humanitaires » ou antiterroristes pour soutenir les intérêts d'Elf, d'Areva, etc.

## **Une seule solution :**

### **auto-organisation de la grève, des blocages et des sabotages.**

**La force de ce mouvement c'est son autonomie.** Il a longtemps, malgré de nombreuses tentatives de récupération, évité l'emprise des Partis sur le mouvement. Aujourd'hui, ces tentations ressurgissent en son sein même. Jacline Mouraud se lance ainsi dans la constitution d'un Parti Politique.

**Il a également échappé au contrôle qu'exercent les bureaucraties syndicales sur les mouvements sociaux depuis des décennies.** De ce fait, il s'aventure davantage sur le terrain du rapport de force délaissé par les directions politiques et syndicales qui n'ont eu de cesse depuis bien trop longtemps de nous balader de manif traine-savates en manif traine-savates et de maintenir isolés les secteurs les plus combattifs en lutte. Nous avons le plus souvent fait preuve, de ronds points en manif, et de manif en blocage, d'une réelle solidarité et d'imagination. Combinant sans hiérarchisation les tactiques de lutte, nous avons su taper le pouvoir au seul endroit qui lui fait mal : le porte-monnaie. Peu lisible pour le pouvoir, nous lui avons fait davantage peur que la plupart des mouvements traditionnels. Enfin, toute une partie du mouvement a assumé l'action directe collective à travers les blocages et les affrontements dans les rues, ou à travers des actions nocturnes, ce qui n'est pas sans effets sur le gouvernement. Qu'on trouve légitimes ou illégitimes la casse ou le pillage, ils auront contribué à affoler le pouvoir.

**L'urgence c'est de retrouver une force collective** à même de pousser le pouvoir à lâcher encore davantage. Pour taper aux porte-monnaie et gagner en disponibilité, il serait souhaitable de généraliser la grève. La grève reste le moyen le plus efficace pour bloquer l'économie. Mais ne nous trompons pas, les directions syndicales ne nous seront d'aucune aide. Elles seraient déjà rentrées dans la danse. Pour autant, elles se précipitent déjà à la table des négociations alors qu'elles n'ont en rien initié ce mouvement. Il n'y a guère d'autres pistes que la grève sauvage, la grève du zèle, les piquets volants, ou pousser les représentant-e-s syndicaux à poser des préavis pour tenter de propager la pratique de la grève. Chômeur-se-s occupons les Pôle emploi et sabotons leur machine à radier. Etudiant-e-s, lycéen-ne-s occupons nos bahuts et nos facs, ouvrons-les pour organiser la lutte. Décloisonnons nos mondes et nous nous apercevrons que ce sont, avec des accents différents, les mêmes logiques qui nous emprisonnent.

**Nous n'avons d'autres perspectives que de nous organiser par nous mêmes et pour nous-mêmes et d'étendre le mouvement.** C'est chouette que des assemblées s'ouvrent, et permettent de se défaire d'une démocratie 2.0 bien imparfaite. Que l'une d'elle se soit organisée dans un squat accueillant quelques 200 migrant-e-s, n'est pas pour nous déplaire. Cet épisode semble confirmer qu'à Caen, la grande majorité du mouvement met à distance les questions identitaires. Evidemment, ceux et celles qui subissent en plus de l'exploitation, le racisme, le sexisme, l'homo et la transphobie ont toute leur place dans ce mouvement.

**Les Assemblées ne doivent pas pour nous être le lieu d'une quelconque d'hégémonie politique,** mais un espace d'échange, de coordination, d'entraide. Le lieu où s'expérimente plus qu'une souveraineté, une liberté retrouvée. Elles peuvent permettre de combiner des tactiques de lutte, de forger des moyens de se coordonner qui échappent à la vigilance policière, d'éviter qu'émergent des leaders autoproclamés ou accidentels. Mais les Assemblées ne sont pas Tout. Elles ne doivent pas museler la spontanéité de nos luttes. Le travail en groupe affinitaire, entre gens sur les mêmes bases, ou entre gens sur un rond points, les actions spontanées peuvent être parfois bien plus efficaces. Des petites mains peuvent dans la nuit attaquer avec plus de mordant ce que des centaines de personnes ne peuvent atteindre au grand jour. Et les manif sauvages sont parfois bien plus perturbantes pour le pouvoir que celles que nous passons des semaines à préparer. Il ne faut pas fétichiser la forme pour la forme. Par contre ce que nous portons, nous ne le portons pas au nom du Peuple, d'une classe ou des dominé-e-s, mais en notre nom.

Dans ce mouvement, nous faisons l'expérience que nous pourrions nous organiser au niveau local sans représentant-e-s, ni patron-ne-s, sans Etat. Au niveau de nos quartiers, de nos communes, de nos boîtes, nous pourrions par et pour nous-mêmes organiser nos vies, dominer une économie qui nous domine tou-

jours davantage. Produire ensemble puis partager sur le tas. Sans décompte, ni administrations. Il nous resterait alors à envisager ce qui relèverait de décisions souveraines, et ce qui relèverait de nos propres choix individuels et collectifs. Enfin, il faudrait ensuite envisager comment s'organiser au niveau supérieur, en limitant au maximum les mandats et toute émergence de nouveau pouvoir. **C'est ce qu'une part du vieux mouvement ouvrier nommait anarchisme-communisme.** Concilier égalité et liberté. Nous ne désirons pas aménager ce Monde, nous voulons le changer. C'est ce projet que nous défendons.

Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous savons que ces aspirations révolutionnaires n'ont guère de chance de trouver de débouchés dès aujourd'hui, mais ce que nous vivons en commun permettra peut-être qu'Etat et capital nous lâchent davantage et que se tissent des complicités, que s'aiguisent des résistances et des manières de lutter. Nous avons de notre côté commencé. En organisant des caisses de solidarité, des mutuelles d'entraide, en sabotant ce vieux Monde, toujours plus moderne et toujours plus vieux.

*Des anarchistes de Caen, janvier 2019.*

*Contact : [localapache@riseup.net](mailto:localapache@riseup.net)*



Plusieurs manifs de femmes ont eu lieu les dimanches.



Emeute du samedi 12 janvier.

# Rien n'est fini...

Le mouvement dit des gilets jaunes semble être arrivé à un tournant. La répression et la fatigue ont fait leur œuvre, comme les appels incessants à rentrer dans des logiques institutionnelles (Grand débat, élections, RIC...), ou encore le manque de réaction face à la présence de groupes d'extrême-droite et de leur idéologie dont la seule volonté est de renforcer un ordre qui nous piétine. C'est pourquoi nous devons retrouver la force et la détermination de décembre et début janvier. Rappelons-nous le 5 janvier où nous étions nombreux et nombreuses à exprimer notre colère en restant solidaires et en assumant de prendre l'initiative. C'est d'ailleurs l'un des Actes où il y a eu le moins d'interpellations.

Pour nous, retrouver cette force peut passer aujourd'hui par clarifier nos positions contre le système capitaliste et lutter concrètement contre l'exploitation, les inégalités et la domination en général. Déjà, à plusieurs endroits, des Pôles emplois, ces lieux de répression des chômeurs et chômeuses, sont visés en semaine par des personnes en lutte. Des jonctions se font aussi avec des salarié-es grévistes et des boîtes en lutte. Ailleurs, ce sont des locaux de partis politiques qui sont attaqués, tandis que globalement des actions de blocage économique continuent, que ce soit par des perturbations ou par des sabotages. A nous de trouver un second souffle localement.

La force du début du mouvement était dans sa détermination et sa capacité à imaginer de nouvelles actions, y compris des actions coups de poing en dehors des actes rituels du samedi. Ne pas être là où les flics nous attendent nous donne un avantage. Les reculs du gouvernement lors de la réforme des retraites de 1995, lors du Contrat Première Embauche en 2006, ou plus récemment à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport international, ont été arrachés par l'action déterminée, en multipliant les blocages et les occupations, en affrontant les flics quand c'est nécessaire, en perturbant le cours normal des choses jour après jour. Marcher n'est pas suffisant pour établir un quelconque rapport de forces. Et l'agglomération caennaise ne manque pas de cibles : lieux institutionnels (Préfecture, mairies, conseil régional), locaux d'élu-es et de partis, dépôts pétroliers, gare SNCF, centre routier de Cormelles, aéroport, périphérique, péage autoroutier de Dozulé, port de Caen-Ouistreham, pôle emploi, Direction départementale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Hérouville, zones industrielles de Blainville, d'Ifs ou de Carpiquet, commerces, banques, centres d'impôts, Data center etc.

Il y a encore beaucoup de pistes à expérimenter : des jonctions avec des habitants et habitantes des quartiers populaires, avec des salarié-es, avec des chômeurs et chômeuses, avec des lycéen-nes et des étudiant-es, toujours en s'auto-organisant à la base à travers des groupes affinitaires et des assemblées de lutte indépendantes des bureaucraties syndicales. Les assemblées sont des lieux de discussion, d'échange, de coordination et de prise de décisions. Elles regroupent des individu-es en lutte, syndiqué-es et non-syndiqué-es, en essayant que tous et toutes soient à égalité. Elles ne doivent se transformer ni en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs (sur des réseaux sociaux, dans des commissions ou des groupes constitués), ni en agora où tout se discute mais rien ne se concrétise. Tout n'a pas à se décider en assemblée – par exemple un sabotage n'a pas besoin de permission – mais sans elle il est difficile d'être une force collective.

Au-delà, l'auto-organisation n'est pas seulement un moyen de lutter. Elle montre que nous sommes capables de se prendre en mains et de nous défaire de nos dépendances aux élu-es, au patronat et à l'Etat. A travers des assemblées de boîtes, de quartiers, de villages, des mutuelles d'entraide, des cantines populaires, des solidarités de base, des bandes de potes rebelles, des communautés séditeuses, nous pouvons nous auto-organiser de manière autonome et sans hiérarchie. C'est ce qui a commencé à se vivre sur les ronds-points. Nous n'avons pas besoin de chefs, seuls les chefs ont besoin de nous et de notre soumission.

L'arrivée des syndicats dans le mouvement n'est d'ailleurs pas une bonne nouvelle. S'ils peuvent contribuer à étendre le conflit en posant des préavis de grève, ce sont aussi les champions de la transformation de la lutte en mise en scène inoffensive et de la cogestion du système. Cela fait des années qu'ils nous baladent sans jamais vraiment lutter. En décembre, la plupart des directions syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU) s'étaient ralliées au gouvernement en condamnant la violence des gilets jaunes. Aujourd'hui, après 4 mois de gaz et de coups de matraques, certaines se découvrent des affinités avec la lutte en cours... Mais les syndicats savent très bien faire semblant de mener des actions directes, mimant des blocages en réalité négociés à l'avance avec la Préfecture et le patronat. Ils nous ont déjà fait le coup à plusieurs reprises, comme lors du mouvement contre la réforme des retraites de 2010, où les blocages étaient rendus ef-

fectifs qu'à la condition de déborder ceux prévus et négociés par les syndicats. Prévenu à l'avance, le patronat s'était évidemment organisé en amont et le gros des camions de marchandises était déjà parti. Quelques feux de palettes pour les caméras ne créent pas de rapport de force. Souvenons-nous aussi que la CGT avait en 2016 maintenu un espace entre la tête de manifestation et le reste du cortège à la demande du chef de la sécurité publique Papineau afin de faciliter l'intervention des flics... Un exemple parmi tant d'autres de ce que cogestion syndicale veut dire. C'est pourquoi nous avons tout intérêt à maintenir fermement notre autonomie par rapport aux syndicats.

**Des anarchistes.**



*Local Apache,*

*35 boulevard Poincaré CAEN (arrêt de bus aviation).*

*Prochains RDV : réu mercredi 20 mars à 18h30 ;*

*Causerie samedi 23 mars à 18h30 autour du procès de compagnons et compagnonnes belges suite à des luttes contre les prisons et les centres de rétention ;*

*Discussion anticarcérale vendredi 4 avril à 18h30*

[localapache@riseup.net](mailto:localapache@riseup.net)

# POUR QUE CE 1<sup>ER</sup> MAI NE SOIT PAS LA FÊTE DE L'ALIENATION...

Le 04 mai 1886 un rassemblement a lieu à Haymarket à Chicago. Quelques jours plus tôt, le 01 mai, alors qu'un anarchiste, Auguste Spies vient de terminer une prise de parole lors d'un meeting pour la journée de 8 heures, la police charge. Le bilan est lourd : un mort et une dizaine de blessés. Ce type de massacre est alors courants contre un mouvement ouvrier naissant, influencé par l'anarchie. Des milices patronales ou la police protègent par la violence et l'intimidation les intérêts de la bourgeoisie et de l'Etat. Quelques jours plus tard un rassemblement de soutien est appelé à Haymarket pour protester contre la tuerie. Alors qu'une bonne partie de la foule s'est dispersée, les flics chargent de nouveau, mais cette fois quelques révoltés choisissent de répondre par le feu et envoient une bombe sur les cagnons. Il y a eu 7 morts chez les flics et des dizaines de blessé-e-s sous les coups de la police. Quelques têtes connues des services de police, 8 en tout, dont August Spies sont arrêtées et pendues pour l'exemple après une parodie de procès.

De la commune de Paris à la tuerie de Fourmies, la bourgeoisie a démontré à maintes reprises qu'elle ne rechignait pas à avoir recours à la violence pour mater ceux et celles qui s'opposent à ses intérêts. Elle a toujours trouvé des larbins—flics, mercenaires ou militaires - pour accomplir cette sale besogne. En 1871, les troupes de Thiers font déborder les caniveaux du sang des communards. A Fourmies, le 01 mai 1891, la troupe tire sur les manifestant-e-s. En quelques secondes, la foule est terrassée. On dénombre 8 morts et plusieurs dizaines de blessé-e-s. Quand on ne tire pas on sabre, comme les « dragons » du début du vingtième siècle, chargeant à cheval les manifestations, les piquets de grèves, les soupes communistes ou les émeutes. Plus tard, CRS ou les gendarmes mobiles poursuivent ce petit jeu de massacre en brisant les cranes ou en jetant des grenades offensives. On rechigne encore moins à tirer sur quelques indépendantistes comme à Sétif ou à jeter à l'occasion quelques algérien-ne-s à la Seine comme en Octobre 1961.

## **Et la répression continue aujourd'hui...**

Aujourd'hui, l'Etat tire rarement sous nos contrées à balle réelle sur les manifestant-e-s. Il se contente « juste » de mutiler, d'éborgner, d'instiller la peur. Sa justice condamne à la pelle : gilets jaunes, révoltés, antinucléaires, zadistes, etc. Certains à Caen croupissent depuis de trop longues semaines et pour bien trop longtemps encore derrière les barreaux. Et maintenant, avec la loi anti-casseurs et les zones interdites de manifestation, il s'agit d'étendre le spectre de la répression et d'éteindre les derniers foyers de révolte. L'Etat poursuit la même besogne de maintien de l'ordre que jadis. Ce n'est pas Macron et sa clique qu'il faut abattre, mais l'Etat, le capital et l'ensemble des rapports de domination et d'exploitation que ce monde charrie. Il n'existe pas d'Etat ou de capitalisme juste !

Caen est l'un des laboratoires de cette justice de classe d'exception. Les peines y sont particulièrement lourdes : 3 ans pour deux détenus, plus de deux ans pour d'autres, et des tas d'arrestations, des tabassages, des convocations à la pelle. Une justice d'abattage.

Et malheureusement, ici comme ailleurs, force est de constater que même s'il n'a pas eu raison du mouvement qu'il tente de museler, le gouvernement a tout de même réussi à réduire notre capacité de nuisance. Nous n'avons été localement que trop rarement en mesure de porter le moindre coup au pouvoir depuis janvier. Plus de blocages économiques, peu de sabotages. Les flics réussissent à nous confiner là où ils le désirent. Sans dommages pour leur monde de marchandises et les intérêts qu'ils protègent.

La peur qui nous traverse légitimement tous et toutes n'est sans doute pas étrangère à la situation. Mais elle n'est pas seule à nous paralyser. Nous n'avons pas réussi à étendre le mouvement, notamment dans les grands centres industriels par la grève. Certain-e-s, et mêmes quelques « radicaux-ales » ont comptés sur les syndicats pour étendre ce mouvement. Il fallait être aveugle, idéologue ou bien naïf pour ne pas comprendre que les bureaucraties syndicales, à l'image des Partis politiques, défendent leurs intérêts propres : ceux de leur intégration au jeu capitaliste. Nous ne pouvons compter sur la gauche politique et syndicale qui ne cesse de creuser sa tombe et la notre dans le même mouvement.

Mais ce qui nourrit également notre découragement c'est que plus nous avançons dans ce mouvement plus devient flou la manière dont nous pouvons auto-organiser la lutte. Les directions syndicales le 19 mars ont organisés des simulacres de blocages, le SO, en toute complicité avec les flics, a accompagné l'interdiction de manifester en centre-ville décrétée par le préfet le samedi 13 avril. A chaque fois nous nous sommes laissés dépossédés de notre révolte. A chaque fois le même jeu de pacification sociale qui comble de ridicule n'évite même pas les arrestations. Le pouvoir a décidé d'écraser toute contestation, même les plus douces. Fini pour le moment le temps de la cogestion.

Les commissions chargées de mettre en application les orientations décidées collectivement en Assemblée se sont depuis de nombreuses semaines autonomisées de celles-ci. Il y a tout d'abord ce SO auto-proclamé, monté pour certain-e-s avec les meilleures intentions du monde en vue de protéger la manif des bagnoles et pour d'autres un désir de contrôle sur la manifestation. Ce qui est clair c'est que cette sécu n'a jamais eu aucun mandat, et que le seul vote à son égard qui ait eu lieu proposait sa dissolution. Ce dernier fût remis en cause faute de participant et sous l'intimidation de certain-e-s de ses protagonistes. Nous découvrons également des listes de revendications qui n'ont jamais été actées, souvent tirées de Facebook ou de commission qui ne font pas part de leurs propositions en Assemblée. Les jonctions avec les syndicats ou des collectifs sont décidées de la même manière. Notre « démocratie » ne vaut parfois guère mieux que la leur. Une bureaucratie est en train d'émerger de fait, parfois pavée de bonnes intentions, parfois portée par des intérêts partisans ou des appétits de pouvoir. Les commissions sont d'ailleurs des espaces où s'affrontent souvent de manière stérile une volonté de démocratie directe, et une volonté de diriger la lutte.

Soit la situation évolue et nous nous réapproprions nos moyens de lutter, à travers des assemblées à même de décider de nos grandes orientations communes et uniquement d'elles, soit il faudra considérer les décisions des commissions pour ce qu'elles sont : des directions illégitimes.

## **Maintenant, quelles perspectives ?**

Plus que jamais ce 1er mai, nous apparaît être l'occasion de matérialiser en parole et en gestes des perspectives révolutionnaires et anticapitalistes, et de renouer avec ce que le vieux mouvement ouvrier portait de plus subversif. **Nous appelons donc à la constitution d'un Cortège autonome contre le capital, l'Etat, toutes les dominations et l'exploitation lors de la manifestation du 1er mai.**

D'ici là et à cette occasion **il nous semble nécessaire de braver collectivement dans la mesure de nos possibilités l'interdiction de manifester** décrétée par le pouvoir. Nous ne pouvons nous laisser dicter nos manières de lutter et de porter atteinte aux intérêts de ceux et celles qui nous exploitent et nous répriment.

Cette répression nous est opposée parce qu'une bonne part du mouvement refuse de jouer le jeu des manifs traines-savates, du débat bidon et des seules actions symboliques, et renoue avec l'action directe au grand jour ou de manière plus discrète. Tout cet arsenal qui s'étend au quotidien vise à nous faire peur, nous écraser, nous isoler et à éteindre ou plutôt garder sous contrôle toute velléité de révolte. Nous visons donc à opposer au rôle de victimes isolées, impuissantes et résignées dans lequel cet arsenal cherche à nous maintenir, notre solidarité collective. **Il nous apparaît primordial de maintenir l'entraide collec-**

**tive pour tou-te-s les engeôlé-e-s**, en soutenant les différentes caisses anti-répression mais en exprimant également notre solidarité lors des procès à venir ou en maintenant le lien avec les compagnon-ne-s tombé-e-s. Mais la solidarité peut aussi s'exercer contre l'administration répressive du monde, en combattant les nouveaux plans de constructions de taules qui ne serviront à rien d'autres qu'à enfermer les plus pauvres et les plus rebelles. L'administration pénitentiaire s'inquiète déjà de la présence importante de Gilets jaunes derrière les barreaux. C'est un truc à faire émerger des révoltes ou des mutineries derrière les murs ! **Pour marquer notre solidarité et combattre ce délire répressif nous pouvons organiser des manifs de solidarité, des parloirs sauvages... et lutter contre tous les enfermements**, les technologies de surveillance, les techniques qui visent à traquer tous nos gestes pour les rendre rentables et contrôlables, etc.

Enfin une dernière perspective pourrait être de perturber le jeu électoral. Nous ne détestons pas seulement la police et la justice, nous détestons également ceux et celles qui prétendent nous représenter, même lorsqu'il s'agit de Gilets jaunes. Imaginez que pour pouvoir tenir leurs élections nos chers élites soient contraintes de protéger les isolements avec des flics et des militaires. **Si nous décidons de perturber leurs élections, ils seront contraints de montrer le véritable visage de leur démocratie protégée en arme.**

**Des anarchistes,**

**Caen, avril 2019**

*localapache@riseup.net*

Prochaine réunion : dimanche 05 mai, 15 heures, local Apache.



A partir du mois d'avril, et suite à un appel régional le 30 mars avec beaucoup de banques et agences immobilières attaquées, le Préfet interdit le centre-ville aux gilets jaunes tous les samedis.



## Notre ennemi est aussi la prison

### Déjà 12 gilets jaunes caennais sont passés par la taule

En ce moment, il y a toujours 8 camarades gilets jaunes du coin derrière les barreaux, la plupart à la Maison d'arrêt de Caen et pour l'un d'eux à Fleury-Merogis. Comme partout ailleurs, la répression à Caen ne fait pas dans la dentelle : environ 200 procédures judiciaires, des tas d'inculpé-es, beaucoup de blessé-es, des peines de prison lourdes. Mardi 23 avril, de nouvelles condamnations ont eu lieu pour l'acte du 5 janvier, avec encore une peine de prison ferme prononcée pour des containers en feu. Ou encore 210 heures de Travaux d'Intérêts Généraux, soit plus d'un mois de travail gratuit, pour une poubelle brûlée...



La lutte en cours montre encore une fois quel est le rôle de la prison et de l'enfermement en général dans nos sociétés : punir les classes populaires et les rebelles pour maintenir l'ordre. La prison est la continuité d'une Justice de classe.

De plus en plus, la prison est devenue un mode de gouvernement normal et banalisé. De 30.000 détenu-es en 1970, on est passé à plus de 70.000 aujourd'hui, auxquels il faut ajouter les différents enfermements à domicile (bracelet électronique, assignation à résidence), les contrôles judiciaires, les Travaux d'Intérêts Généraux etc. **Contrairement à ce qui se raconte, on punit toujours plus et on enferme toujours plus longtemps.** Récemment, à Caen, une personne a été placée en détention suite à une altercation avec des contrôleurs des bus Twisto. En taule, donc, parce qu'il n'avait pas de ticket... N'importe qui aujourd'hui, tant qu'il ne fait pas partie des classes dirigeantes, risque de faire un tour en prison. C'est d'autant plus le cas si on est SDF, étrangers ou étrangères, ou en révolte contre l'ordre existant.

En ce moment, 7 camarades s'entassent avec d'autres à la Maison d'arrêt de Caen. 370 hommes (pour 222 places), 25 femmes et 5 mineurs y côtoient les rats et les cafards. Demain, la vétusté sera remplacée par les murs blancs, propres, aseptisés et encore plus inhumains d'une nouvelle Maison d'arrêt prévue à Iffs. Toujours moins de relations avec des êtres humains – si tant est qu'on puisse considérer comme humaine la relation avec les mâtons – mais avec des portiques de sécurité automatique et des caméras de vidéosurveillance. Cette nouvelle prison, l'Etat la justifie pour faire face à la surpopulation. La réalité, c'est que plus on construit de taules, plus on enferme, et la surpopulation persiste encore et encore. D'ailleurs, les 551 places sont d'ores et déjà prévues pour être doublées. Ce sera une taule à Iffs de plus de 1.000 détenu-es, contre 400 aujourd'hui. Ce sera nous et nos potes, voisins et voisines, fils et filles qui la peuplerons demain.

La Maison d'arrêt, c'est pour les « courtes » peines (moins de 2 ans) et les détentions provisoires (en attente de jugement). C'est pour le tout-venant, où on enferme n'importe qui pour n'importe quoi, brisant des vies à tour de bras. On y vit dans des cellules à plusieurs, sans intimité, avec une heure de promenade par jour, sous surveillance constante des mâtons. Comme à l'extérieur, tout s'achète, mais tout y est plus cher. C'est le système du cantinage. Les prisons trouvent toujours le moyen de se faire du fric sur le dos des prisonniers et des prisonnières. Dans certaines taules, on leur propose de travailler. Il faut dire que les coûts patronaux sont hors concurrence : des salaires autour de 1 à 2 euros de l'heure... Le salaire moyen en détention est de 330 euros par mois pour un temps complet. Les taules sont des machines à faire du pognon pour un tas d'entreprises, depuis celles qui les construisent jusqu'à celles qui les gèrent (de plus en plus fonctionnent en Partenariat Public Privé), depuis celles qui exploitent les détenu-es jusqu'à celles qui fournissent la mauvaise bouffe et les sales draps.

La seule vie qui existe en taule est celle que les prisonniers et prisonnières arrachent à l'Administration pé-

nitentiaire par la lutte ou par la ruse. Le meilleur moyen d'y tenir est de rester rebelle et déterminé-e. Mais l'Administration pénitentiaire cherche à le faire payer et à se venger de telles attitudes. C'est le cas pour des camarades gilets jaunes, qui sont passés en représailles par le mitard. Le mitard, c'est une cellule de 9m<sup>2</sup> avec un lit, une table et une petite lucarne en hauteur qui ne permet pas de voir l'extérieur. On y est enfermé 23h/24. La seule heure de sortie se fait à l'écart des autres détenus, sans contact possible. Parce que l'Administration pénitentiaire le sait, la force des prisonniers et prisonnières réside dans la solidarité, que ce soit entre eux et elles à l'intérieur comme celle qui vient de l'extérieur. Malgré leurs barreaux, leurs fouilles à nu, leurs caméras, la privation de liberté, l'Administration pénitentiaire ne parvient pas à éteindre toute vie, toute entraide, toute aspiration à la liberté. **Il ne tient qu'à nous, à l'extérieur, de les encourager. Une lettre, du pognon pour cantiner, un parloir sauvage, un feu d'artifice aux pieds des murs sont quelques-uns des moyens pour saluer celles et ceux qui sont enfermés-es.** Le seul remède aux maux de la société, c'est la liberté, et non l'enfermement !

*A nous de continuer la lutte. Comme le dit un camarade engeôlé : « tenez et ne lâchez rien ! »*

## **Contacts de la commission antirep**

*La commission antirépression est un des groupes mandatés par l'assemblée GJ de Caen, elle est ouverte à toutes et tous. Nous sommes solidaires face à la répression dans le cadre du mouvement au sens large, nous soutenons donc les GJ interpellé-e-s, condamné-e-s et/ou victimes de violences policières. Nous ne sommes pas expert-e-s, juges ou flics mais apportons un soutien issu de l'expérience en lien avec des avocat-e-s.*

*Nous sommes attaché-e-s à l'émancipation de chacun-e, et donc opposé-e-s au racisme, au sexisme et aux oppressions en général.*

*N'hésitez pas à nous contacter pour témoigner d'une interpellation, de violences policières, pour être mis-e en relation avec des avocate-s, des conseils ou autres. En cas d'indisponibilité, merci de laisser un message et un moyen de vous contacter (numéro, mail), on vous rappelle dès que possible !*

**Numéros d'urgence : 06.17.09.49.35 / 06.23.71.39.50 / 06.01.34.77.58**

**Mail : caenantirep@riseup.net**

## Sur l'idéologie de la non-violence

« Ce n'est pas entre violence et non-violence que passe la grande différence, mais entre avoir ou pas le goût du pouvoir »,  
Georges Orwell, *Le ventre de la baleine et autres essais*.

Depuis plusieurs semaines à Caen et ailleurs, des groupes organisés porteurs d'une idéologie de la non-violence cherchent à reprendre en mains la lutte en cours, en concurrence ou avec l'appui d'autres. Il faudrait seulement communiquer, rester courtois et courtoise face aux matraques, à peine braver les interdits de manifester, dialoguer avec les flics, et au besoin se désolidariser de ses camarades plus déterminé-es. Un virage complet par rapport à ce qu'a été la révolte en décembre et janvier.

Nous sommes plusieurs à avoir déjà expérimenté l'arrivée de cette forme d'activisme, qui a sévi dans bien des luttes, de celle contre les OGM à celle contre le nucléaire. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ça nous a vacciné contre cette idéologie de la non-violence qui transpire la docilité et le maintien du même ordre social.

### **De moyens d'action à l'idéologie de la non-violence**

Il existe depuis longtemps tout un tas d'actions directes « non-violentes » utilisées par les révolté-es. C'est le cas par exemple de la grève, du boycott, de l'occupation jusqu'à expulsion, du fait de grimper sur un toit ou un arbre pour ralentir une évacuation, ou encore d'utiliser la dérision. Mais il suffit que le piquet de grève soit attaqué par des milices patronales ou des flics pour que la nécessité de le défendre se pose. N'importe quelle action peut débiter sans violence et se retrouver face à la brutalité de la répression. Ce n'est jamais que nous qui choisissons les modalités d'une action.

En novembre 2010 par exemple, des militants et militantes du GANVA s'enchaînaient sur les rails pour ralentir un convoi de déchets nucléaires passant par la gare de Caen. Les flics vont les désincarcérer à la meuleuse, non sans occasionner brûlures et même coupures des tendons pour l'un d'entre eux. Par la suite, la Justice frappe durement : 1 mois avec sursis, 1000<sup>e</sup> d'amende, 1000<sup>e</sup> de frais de Justice pour AREVA et la SNCF, et 20.500<sup>e</sup> de dommages et intérêts à la SNCF à se partager. Le fric, les blessures et les menaces de prison pour dissuader de passer à l'action. De cette expérience, quelques camarades en sortiront avec un goût amer dans la bouche, ayant l'impression de s'être livré-es aux flics et aux juges, d'être pris-es dans le tourbillon médiatique et judiciaire. En se livrant aux mains de la Justice et en lui demandant de trancher, c'est du même coup la considérer comme instance légitime de décision. C'est faire fonctionner la vieille illusion de la séparation des pouvoirs et de la neutralité de l'Etat, tandis que la magistrature ne fait que soutenir l'ordre existant. Elle le rappelle sans cesse, comme ça a été le cas ici à Caen avec les nombreux procès et peines de prison. Une expérience douloureuse qui laisse des coûts tant financiers qu'humains. Tronçonner des arbres la nuit pour les mettre en travers de la voie de chemin de fer, c'est aussi prendre des risques, mais c'est surtout avoir de bonnes chances d'échapper à la Justice. Envahir les voies à une centaine, comme cela a été le cas le même jour, c'est aussi s'exposer à la répression, mais en conservant la possibilité de riposter et de s'en défaire.

**Il n'y a en réalité pas de séparation entre « violence » et « non-violence », catégories qui sont celles des médias et du pouvoir.** Elles permettent de trier le bon grain de l'ivraie, par exemple entre « casseurs » et bons manifestants, de créer des ruptures entre les gens en lutte, de diviser pour mieux régner. Au profit de qui ? Il n'y a en réalité que différentes possibilités d'actions dans des situations données. Il y a à la fois besoin de textes, de débats ou de fêtes comme de destructions par le sabotage ou d'affrontements avec les flics (1). L'efficacité n'est pas un critère suffisant pour évaluer le bien-fondé d'une action – tous les moyens ne sont pas bons. Reste que les différents types d'action naissent de la nécessité de construire un rapport de force en situation. Or, un rapport de force ne se négocie pas ni ne se fonde sur des catégories du pouvoir. D'ailleurs, pourquoi est-il question systématiquement de « violence » au sujet de destruction matérielle par le sabotage ? Qui a déjà entendu une machine se plaindre ? Qu'est-ce que le bris d'une vitrine par rapport aux violences contenues dans l'exploitation à l'origine des marchandises qu'elle abrite ?



## **Une falsification de l'histoire**

La non-violence est donc passée d'un choix tactique en situation à une *idéologie autonome*, qui exclut toutes les autres formes d'expression de la lutte. Seule l'action non-violente serait légitime et efficace. La blague. Pour en arriver là, les adeptes de l'idéologie de la non-violence reprennent à leur propre compte l'histoire des vainqueurs. Il n'y a pas que la domination qui falsifie l'histoire, mais aussi leurs alliés objectifs.

On parle alors de Martin Luther King et du Mouvement des Droits civiques, occultant que le pasteur King, se sachant menacé, avait des armes à feu chez lui pour se défendre ; oubliant que le mouvement des Droits civiques s'appuie sur des émeutes et des sabotages, et même sur des groupes armés comme l'étaient les Black Panthers ou les George Jackson Brigade. On narre la force de caractère de Nelson Mandela, taisant le fait qu'il posait des bombes et était membre d'Umkhonto we Sizwe, branche armée de l'ANC. Lui-même avouait en outre que la fin de l'apartheid a d'abord été conquise grâce aux soulèvements des townships, qui n'avaient rien de « non-violents ». Les fins connaisseurs et connaisseuses se réfèrent à Henry David Thoreau, l'auteur de la *Désobéissance civile* où il justifie le fait de désobéir à la loi dans certains cas, dissimulant le fait qu'il était aussi un soutien indéfectible de John Brown, qui a mené une insurrection armée contre l'esclavage. On encense évidemment le religieux Gandhi, qui lui-même disait préférer des gens qui luttent de manière violente aux personnes inactives, et avouait des limites à la non-violence. Nos idéologues de la non-violence sont davantage non-violents que leurs modèles...

D'ailleurs, de quelle violence on parle ? Rarement de la violence quotidienne de l'Etat, du capitalisme, du patriarcat, plus souvent de « violences » des révolté-es. Pourtant, cette « violence » est toute relative, elle choisit ses cibles, et reste bien en-deçà de ce qui a pu se pratiquer à d'autres époques. Alors que la violence institutionnelle, celle des juges, des flics, des mâtons, des patrons, des élu-es, est largement acceptée, la réappropriation collective de la violence dirigée vers l'émancipation est toujours plus difficile.

A qui profite cette falsification de l'histoire ? Pourquoi l'Etat encourage cette vision historique, qui fait la part belle à la pacification ? Pourquoi il fait tout pour qu'on ne retienne que Gandhi, et non les tas de gens qui ont combattu en armes pour l'indépendance de l'Inde, chassant *manu militari* les forces anglaises de régions entières ? Peut-être parce que c'est tout son intérêt...

## **Qu'est-ce que l'ANV-COP 21 ?**

Le groupe ANV-COP 21 est lié à Alternatiba (2), organisation écologiste qui avait reçu l'appui de l'hélico-logiste macronien Nicolas Hulot. Derrière le financement d'ANV-COP 21, on retrouve la fondation Non-violence XXI, elle-même financée par la très respectable et docile Fondation de France, « 1<sup>er</sup> réseau de philanthropie en France » qui finance tout aussi bien l'Armée de l'air, la recherche sur le nucléaire (ITER), la Fondation Carla-Bruni ou les négociants en vin d'Ile-de-France. Que du subversif !

La fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme est un autre financeur (3). Elle est fondée sur la fortune du chimiste du même nom, léguée à sa mort en 1971. Les héritiers gèrent depuis la fondation à partir d'un très chic domaine avec golf et château, s'opposant à l'agriculture productiviste au nom des petits paysans dans une verve mêlant défense de l'économie de marché, nostalgie conservatrice et écologisme institutionnel. Des défenseurs et défenseuses d'un capitalisme durable, en somme.

Parmi les consignes diffusées par ANV-COP 21 à ces activistes transparaît cette idéologie exclusive et dangereuse pour les révolté-es : filer sa carte d'identité (plutôt que refuser collectivement quand c'est possible pour protéger celles et ceux qui n'en ont pas ou qui seraient recherché-es) ; participer à visage découvert (tant pis si t'es fiché-e, si t'es sensé-e être au boulot, si t'as pas envie de refiler du pognon bêtement à la Justice et au Capital) ; s'asseoir face à une charge de flics (nous sommes nombreux et nombreuses à avoir vu ce que ça donne parfois : encore plus de blessé-e et d'interpellé-es) ; interpellier les flics en cas d'usage de flashballs et de grenades assourdissantes (quand t'as plus qu'un œil, c'est plus difficile ; s'interposer face aux gens qui ne se retrouveraient pas dans le cadre non-violent (ça s'appelle se faire auxiliaire de police) (4) ; se faire arrêter (produire des martyrs à la gloire de l'idéologie et de ses petits chef-fes), etc.

## **Une idéologie de classe**

Ce n'est pas pour rien que les idéologues de la non-violence sont souvent issus d'une position sociale privilégiée et s'adressent d'abord aux classes moyennes. De fait, **cette idéologie occulte que la violence est déjà là, partout, diffuse dans un tas de rapports sociaux au quotidien**. Qui peut sincèrement croire qu'après avoir été brimé et contrôlé quotidiennement par des flics, une personne va s'agenouiller face à eux bras en l'air quand elle a au contraire l'occasion de renverser la situation ?

La stratégie de l'idéologie de la non-violence est en réalité tendue vers un seul objectif : faire pression sur les dirigeants et dirigeantes pour mieux les éclairer. C'est pourquoi les adeptes de cette idéologie parlent avec les flics, les médias, les élu-es, les hauts-fonctionnaires : ils et elles parlent avec leurs semblables. Ils et elles préfèrent dialoguer avec le pouvoir plutôt que renverser la table, et ne remettent jamais en question le fait qu'il y ait une séparation entre dirigeant-es et dirigé-es. Quand on a une position sociale pas trop mauvaise, il est plus facile de se contenter de l'objectif du même monde capitaliste et hiérarchisé réaménagé en un peu plus humain...

### ***Le goût du pouvoir***

Ce n'est pas pour rien qu'on retrouve dans ces organisations à la pointe de l'idéologie de la non-violence la même distribution hiérarchisée des rôles et des décisions. Le cas d'une organisation comme Greenpeace est caricaturale (5). Mais les champions et championnes de la martyrologie sont tous et toutes habités par un goût étrange qui les pousse à aller vers les caméras, à aimer s'écouter parler, à refuser toute contradiction, à reproduire par obsession du secret la division entre initiés-es et ignorants-es.

Le leader des Désobéissants Xavier Renou en est une expression cocasse. Il a tellement de casseroles au cul qu'il y a bien des lieux dans lesquels il ne pouvait plus aller jusqu'à il y a peu. C'était le cas à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes par exemple. Il faut dire que l'idéologie de la non-violence lui sert surtout à sa propre petite gloire et au passage à se faire du pognon sur les luttes via les dons et sa boutique militante (6). **Le refus de la violence peut se conjuguer avec la défense de la hiérarchie.** Comment une petite bureaucratie de la non-violence s'est imposé en quelques semaines localement participe d'ailleurs à révéler une fois encore le goût du pouvoir qui se cache derrière ces idéologies...



On est en train tranquillement de nous amener aux élections et aux bulletins de vote. A s'en remettre à la gauche, qui organise un « village de résistance » à Caen au cœur du bouillon médiatique des cérémonies du 6 juin. Certes, officiellement, c'est un camp sans partis politiques, avec seulement des associations et des collectifs. Mais derrière toutes ces organisations se cachent le NPA, la France Insoumise, Europe-Ecologie-les-Verts etc. **On assiste à une vaste campagne de récupération du mouvement. L'idéologie de la non-violence en est son cheval de Troie.**

### ***A bas les chef-fes !***

La force et l'intérêt de ce mouvement dit des « gilets jaunes » résidaient largement dans son refus majoritaire des chef-fes et autres représentants ou représentantes et dans sa capacité à ringardiser les partis, les syndicats et les associations. C'est avec inquiétude que nous voyons se développer depuis des semaines un retour à la politique dans sa version la plus classique et la plus intégrée au système. Pourtant, une perspective à venir pourrait être de perturber le jeu électoral. **Nous n'avons pas besoin de représentants ou de représentantes. Nous n'avons pas besoin de chef-fes.**

**Des anarchistes. Juin 2019.**

**Local apache,  
35, boulevard Poincaré CAEN  
[localapache@riseup.net](mailto:localapache@riseup.net)**

(1) A ceci près que tout ne se vaut pas : réduire en flammes un palais de Justice, avec ses scellés, aura toujours plus de poids qu'un rassemblement devant...

(2) Qu'est-ce qu'Alternatiba ? : <http://www.confusionnisme.info/index.php/2015/12/03/quest-ce-qualternatiba/>

(3) L'étrange fondation de la famille Calame : <https://www.agriculture-environnement.fr/2006/12/28/letrange-fondation-de-la-famille-calame>

(4) Une vidéo du site ANV-COP 21 sert à appuyer le fait de se dissocier et de livrer les « violents » aux flics, sans jamais rappeler qu'il s'agit d'une vidéo sur des flics infiltrés...

(5) Greenpeace, ou la dé(5) Greenpeace, ou la dépossession des luttes écologistes : <https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/files/2018/05/Greenpeace-et-de%C2%A6%C3%BCpossession.pdf>

(6) <http://al-montpellier.over-blog.com/article-sur-les-soi-disant-desobeissants-et-leur-110227702.html> ; <http://www.confusionnisme.info/index.php/2016/04/23/ruffin-et-lordon-une-nuit-a-dormir-debout/>



Du bon usage des barrières de chantier...



**Pour un mouvement de masses !**

**Prix libre.**

